Trois questions à Barbara Fontar sur Embape, projet de recherche sur l'éducation aux médias en Bretagne (https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/trois-questions-barbara-fontar-sur-embape-projet-recherche-sur-leducation-aux-medias)



Les membres de l'équipe EMBAPE: de gauche à droite, Julie Lallouët-Geffroy (La Lucarne, collectif d'éducation populaire aux médias en Bretagne et à Rennes), François Sorin (chargé de recherche à Askoria et chercheur associé au CREAD), Christophe Gimbert (ARENES, Université de Rennes), Barbara Fontar (CREAD, Université Rennes 2), Xavier Miliner (la Corlab), Olivier Trédan (ARENES, Université de Rennes)

Comment est né le projet "Embape - éducation aux médias en Bretagne, acteurs, pratiques, enjeux", lauréat de l'appel TISSAGE ?

Il est issu du projet de recherche collaborative REC-EMI (https://corlab.org/projet-rec-emi/), financé principalement par la région Bretagne depuis janvier 2022. Xavier Milliner, coordinateur régional de la Coordination des Radio Locales et Associatives de Bretagne (CORLAB) nous a sollicité, François Sorin, chargé de recherche à Askoria et chercheur associé au CREAD et moi-même, en tant que spécialistes des sciences de l'éducation, pour réfléchir, avec les professionnel•les concerné•es, sur les actions d'éducation aux médias et à l'information (EMI) mises en œuvre, parfois de longue date, par les radios associatives. Dans le cadre de nos travaux, nous avons à la fois constaté la pluralité des acteur•ices (aminateur•ices, éducateur•ices, enseignant•es, journalistes) et des institutions (médias, éducation populaire, éducation nationale, institution familiale) œuvrant dans le champ de l'EMI et la question vive qu'elle constitue tant dans sa dimension politique, sociale que professionnelle.

Nous avons pensé qu'il serait formidable de construire un espace dans lequel l'ensemble des actrices et acteurs qui n'ont pas l'habitude de dialoguer pourraient se rencontrer, à l'échelle du territoire breton. Nous avons donc réuni un ensemble de partenaires très variés*, qui n'ont pas forcément les mêmes enjeux ni les mêmes trajectoires professionnelles ou espaces de travail, dans l'objectif de créer une cartographie de l'EMI en Bretagne et de ses controverses. TISSAGE nous permet de mener ce projet de recherche collaborative pour une première année, avec comme premier objectif de tisser ce réseau d'interconnaissances, avant d'espérer pouvoir donner à cette cartographie une forme matérielle et/ou plus pérenne.

Quel est le but de cette cartographie de l'EMI en Bretagne ?

Depuis les années 1970, l'EMI est une politique publique très mouvante, très évolutive. Depuis les attentats de 2015, cette question est remontée à l'agenda politico-institutionnel et a conduit à la mise en place de dispositifs de formation, de financement, des textes prescriptifs, de politiques d'équipement visant le développement d'actions d'EMI, opérant un élargissement de l'EMI du côté des institutions, des acteur•ices que des modes de financements. Dans ce contexte, les actions menées en matière d'EMI se voient-elles renforcées, renouvelées, transformées, ré-étiquetées ? Les récents dispositifs déployés produisent-ils ou non un effet (re)structurant et le(s)quel(s) ? Comment les acteur•ices et institutions s'organisent-elles et mobilisent-elles des compétences particulières voire nouvelles pour répondre à cet agenda ? Voit-on apparaitre de nouveaux acteurs de l'EMI ou de nouvelles pratiques ? Qu'en est-il sur le territoire breton ?

Notre objectif est donc de décrire les parties prenantes (des financeurs aux praticien•nes) et les relations qu'elles entretiennent entre elles, mais également d'identifier ce qui constitue un enjeu et/ou un problème pour chacune d'entre elles. Ce travail en commun vise à identifier à la fois les intérêts de connaissance partagés mais aussi les problématiques communes aux acteur•ices de l'EMI en Bretagne. Il s'agit aussi de renforcer les liens d'interconnaissances et de collaboration entre ces acteurs et actrices à l'échelle du territoire breton, une échelle pertinente pour appréhender les effets du cadre commun sur le déploiement et la résolution des controverses.

Il s'agit ce faisant de rendre compte de la pluralité des champs impliqués et d'accompagner les professionnel•les pour penser les formes de complémentarité plutôt que de concurrence entre elles et eux. L'idée est aussi pour nous d'intégrer à ce projet des décideuses et décideurs, des financeurs, afin qu'elles et ils puissent s'appuyer sur les retours d'expérience très concrets du terrain et transformer les cadres définis pour les pratiques de l'EMI.

Comment votre recherche va-t-elle se dérouler ?

Les actrices et acteurs volontaires pour participer se sont déjà rencontrés deux fois, et nous avons prévu quatre journées de travail organisées sous forme d'ateliers thématiques et de séances d'analyse de pratiques. Par exemple, pour notre première journée, nous avons organisé un débat mouvant autour de ce qu'est ou non l'EMI pour elles et eux ainsi que des ateliers autour d'un questionnaire rempli par chacun•e puis mutualisé pour voir ce qui fait accord/désaccord, différence/similitude, ou encore sur l'acception de la pluralité de la définition. Nous avons accueilli également Amandine Kervella, chercheuse en sciences de l'information et de la communication, membre de GERiiCO, qui a créé, via le réseau EMIcycle, ce même type d'espace de dialogue entre les acteurs et actrices de l'EMI dans le Nord de la France et en a fait un retour d'expérience. Nous n'en sommes qu'au début de ce projet mais nous aimerions réunir de plus en plus de personnes et surtout structurer ces rencontres de manière régulière sur un temps long.

*La listes des partenaires impliqué•es dans Embape : Arènes, CREAD, Askoria, CORLAB, La Lucarne, Labers, INSEAC, GIS Marsouin, Skol radio, Les petits débrouillards, l'APDEN

Bretagne, Club de la presse de Bretagne, Le CLEMI Bretagne, Longueur d'Ondes, La fédération régionale des MJC, la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de Bretagne (FCSB), Rennes 2, Rennes 1, IUT Lannion, UBO, Sciences Po Rennes, la Région Bretagne, la DRAC, l'ARCOM.